

# Chapitre 1 – Un nouvel ordre économique et financier international après la Seconde Guerre mondiale

**EXTRAIT DU PROGRAMME :** 1. Histoire économique et sociale des principaux pays industrialisés au XXe siècle. Développement économique, démographie, inégalités et chômage en Allemagne, aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni, au Japon et en Chine de la Seconde Guerre mondiale au tournant du XXIe siècle.

## PLAN DU COURS

- I. LA COOPERATION MONETAIRE ET COMMERCIALE INTERNATIONALE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE**
  - A. LA COOPERATION MONETAIRE**
    - 1. LES IDEES ET OBJECTIFS
    - 2. LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE
      - a. OBJECTIF ET FONDEMENTS DU SYSTEME DE BRETTON WOODS (1944)
      - b. REGIME DE CHANGE FIXE ET MARCHÉ DES CHANGES
      - c. FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL ET LE SYSTEME DU CREDIT
      - d. MECANISMES DE REEQUILIBRAGE DES PAIEMENTS
    - 3. LE FONCTIONNEMENT JUSQU'AU MILIEU DES ANNEES 70
  - B. LA COOPERATION COMMERCIALE, LE GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (GATT)**
    - 1. HISTORIQUE ET PRINCIPES
    - 2. LES CYCLES DE NEGOCIATION
      - a. LES PREMIERS CYCLES
      - b. TOKYO ROUND
      - c. URUGUAY ROUND
- II. LA CROISSANCE ECONOMIQUE DES TRENTE GLORIEUSES**
  - A. L'IMPORTANCE DU PROGRES TECHNIQUE**
  - B. LES MANIFESTATIONS**
    - 1. LA RECONSTRUCTION ET LA RECONVERSION DES PAYS OCCIDENTAUX
    - 2. LES TRENTE GLORIEUSES
  - C. LES MUTATIONS DE LA SOCIETE**
    - 1. L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE
    - 2. LA POUSSEE URBAINE
  - D. L'EVOLUTION DES STRUCTURES ECONOMIQUES**
    - 1. LES MUTATIONS SOCIOPROFESSIONNELLES
    - 2. LES STRUCTURES DE CONSOMMATION
    - 3. ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - E. L'EVOLUTION DE LA VIE SOCIALE**
    - 1. LA FIN DES OUVRIERS
    - 2. L'ESSOR DU MOUVEMENT FEMINISTE
    - 3. ENSEIGNEMENT ET EDUCATION

**AUTEURS :** Alfred Sauvy (1952)<sup>\*\*\*</sup>, Charles Kindleberger (1986)<sup>\*\*\*</sup>, John Maynard Keynes (1923), Harry White, Richard Nixon (1971), Doctrine Monroe (1823), Jean Fourastié (1979)<sup>\*\*\*</sup>, Paradoxe de Triffin (1960)<sup>\*\*\*</sup>, John Connaly (1971)<sup>\*\*\*</sup>, Nicolas Baverez (1998), Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edgard Malinvaud (1972), Robert Solow (1956).

## Signés en juillet 1944, les accords de Bretton Woods sont l'aboutissement de négociations acharnées en coulisses entre les Etats-Unis et l'Angleterre au cours desquelles Keynes a joué un rôle majeur, mais a finalement été mis en minorité.

**U**ne légende court dans les amphes et les manuels d'économie : il y a soixante-dix ans, 44 pays se sont réunis à Bretton Woods, aux Etats-Unis, pour réguler la finance mondiale. Un superbe exercice de coopération internationale, un moment mythique, qui a créé le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Et dont il nous faudrait retrouver l'esprit afin de réaliser un « nouveau Bretton Woods » pour répondre aux désordres actuels de la mondialisation financière.

En fait, il ne s'est jamais rien passé de tel. La conférence de Bretton Woods n'était que l'aboutissement de négociations acharnées, menées depuis 1942, par seulement deux pays, les Etats-Unis et l'Angleterre. Ses résultats sont le fruit des batailles, grandes et mesquines, que se sont livrées ces deux superpuissances pour la domination de l'économie mondiale.

### L'ANGLETERRE A BESOIN D'ARGENT

Tout a commencé par la nécessité pour l'Angleterre de résoudre un problème concret : financer l'effort de guerre. Dès la fin de 1940, elle a désespérément besoin d'argent. Un seul

pays est capable de lui en prêter : les Etats-Unis. Mais les Anglais ont arrêté, en 1933, de rembourser les précédents prêts américains qui leur avaient été octroyés pour financer la Première Guerre mondiale. De leur côté, depuis la crise

de 1929, les entreprises états-uniennes sont victimes d'une conjoncture dégradée. Elles aimeraient pouvoir accroître leurs exportations et se heurtent aux règles protectionnistes de l'Empire britannique.

Les Américains vont pourtant accepter d'aider leur allié. A deux conditions : la fin de l'Empire britannique et le rempla-

cement de la livre par le dollar comme première monnaie mondiale. Les négociations entre les deux pays commencent en juillet 1941 et un accord est signé en février 1942. Après avoir exigé des Anglais qu'ils vendent le capital qu'ils détiennent à la Bourse américaine, les Etats-Unis acceptent de négocier un crédit-bail [1]. Mais ils en font une arme de destruction des règles protectionnistes de l'empire commercial britannique : son ●●●

[1] Le crédit-bail (ou *lend-lease*) consiste en un prêt en nature : le financeur achète un matériel amortissable (machine, automobile) et le met à disposition d'un utilisateur, moyennant un loyer convenu. Au terme du contrat, le locataire peut acheter le matériel à sa valeur résiduelle.

article 7 prévoit que les deux pays devront, après la fin du conflit, « *s'assurer de l'absence de toute discrimination à l'encontre des importations de tout produit venant de l'autre pays* ». Les diplomates britanniques feront tout pour contourner cet article 7. Sans succès. Avide de matériel de guerre, l'Angleterre signera.

### **UNE NOUVELLE ORGANISATION DE LA FINANCE**

Quant à l'accord de Bretton Woods, plus que sur la régulation financière, il porte d'abord sur les questions commerciales et la définition d'un libre-échange international. Mais rien ne sortira de la partie commerciale des négociations.

A l'inverse, les négociations monétaires vont donner lieu à la mise en place d'une nouvelle organisation de la finance internationale, notamment par la création de deux institutions fortes : le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. C'est l'aboutissement de batailles, aux méthodes pas toujours très élégantes, entre le projet de l'Américain Harry Dexter White et celui du Britannique John Maynard Keynes.

Deux plans sont en effet élaborés dès 1941, qui reflètent l'intérêt national de chacun des deux pays. L'Angleterre sait qu'elle sortira de la guerre endettée. Elle veut pouvoir relancer sa croissance, en conservant l'indépendance de sa politique économique. Le plan Keynes cherche donc à construire une institution financière multilatérale qui permette d'emprunter sans trop de contraintes et laisse des marges de manœuvre aux politiques monétaires et commerciales nationales.

A l'inverse, les Etats-Unis entendent devenir un pays créditeur, prêt à exporter ses produits partout dans le monde et cherchant à imposer une finance internationale contrôlée par le Trésor américain. Le plan White vise donc à construire des institutions dans lesquelles les Etats-Unis pourront peser de manière déterminante, prêter sous condition, surveiller les politiques nationales et institutionnaliser la domination du dollar.

La question centrale est la suivante : que doit faire un pays qui achète plus à l'étranger qu'il ne vend et qui se trouve donc avec des déficits extérieurs ? Les deux plans en présence donnent les réponses qu'auraient défendues la cigale et la fourmi de la fable.

## 2 ans

C'est le temps qu'il aura fallu à l'Américain Harry Dexter White pour tuer le plan Keynes, enterré au profit de la création du Fonds monétaire international, avec des possibilités de prêt limitées et surveillant étroitement les politiques nationales.

Dans le rôle de la cigale, Keynes propose de créer une monnaie internationale, le bancor, gérée par une institution multilatérale capable de prêter beaucoup d'argent aux pays qui connaissent des déficits extérieurs. Dans le cadre de cette institution, les échanges de devises entre pays déficitaires et excédentaires sont aux mains des banques centrales. En clair, le marché des changes n'existe plus. Il est remplacé par un grand livre, géré de manière coordonnée par les banques centrales, dans lequel on inscrit les échanges de devises.

Dans le rôle de la fourmi, White tient à limiter les possibilités d'emprunt. Il veut un système monétaire international centré sur le dollar, qui n'oblige pas les Etats-Unis à distribuer des billets verts sans contrepartie. Il propose un fonds mondial de stabilisation, qui prête un peu d'argent aux pays en difficulté dans le cadre de taux de change fixes, une petite marge de fluctuation étant autorisée. En cas de déficit extérieur prolongé, tout le poids de l'ajustement porte sur le pays débiteur.

Il n'est pas question d'accepter la proposition de Keynes de créer une sorte de Banque centrale mondiale qui imposerait quoi que ce soit aux Etats-Unis et fonctionnerait autour d'une monnaie supranationale concurrençant le dollar. White propose néanmoins, pour les pays ayant besoin de reconstruire leur économie après la guerre, la création d'une banque d'investissement.

### LE PLAN KEYNES ENTERRÉ

Dès l'été 1942, les deux hommes négocient pour tenter de réconcilier leurs points de vue. Ils n'y parviendront qu'en avril 1944. Le temps qu'il aura fallu à White et à son équipe pour tuer le plan Keynes, enterré au profit de la création d'un FMI, avec des possibilités de prêt limitées et surveillant étroitement les politiques nationales. De même, tel que l'avait voulu White, une Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Bird), future Banque

□ **Par un coup de maître du représentant américain, Keynes est écarté du comité qui donne le jour au FMI et institutionnalise la domination du dollar**

mondiale, est proposée pour aider les pays européens à financer leur reconstruction. Restait à mettre en scène ce résultat. Ce sera la fonction de la conférence de Bretton Woods.

Le 25 mai 1944, le président Roosevelt convoque 44 pays pour le 1<sup>er</sup> juillet. White s'arrange pour maîtriser le fond de la négociation. La conférence

est organisée en trois comités. White se réserve celui qui va donner le jour au FMI. Il y réussit un très joli coup. En faisant inscrire que les pays devront déclarer la parité de leur monnaie en or « ou en une devise convertible en or », il institutionnalise la domination du dollar.

Keynes n'aurait pas laissé passer cela, car il aurait compris combien

ces quelques mots servaient les intérêts de la monnaie américaine. Mais il a hérité du comité qui va créer la Banque mondiale, considéré comme de moindre importance mais suffisant pour l'éloigner des débats sur le FMI.

Le 22 juillet voit la clôture officielle des travaux. Il aura ainsi fallu deux ans de négociations acharnées entre deux pays, suivis de batailles de chiffonniers à l'occasion d'une conférence organisée dans le plus grand désordre, pour que naissent les accords de Bretton Woods. Cela n'empêche pas le ministre des Finances américain, Henry Morgenthau, de venir alors déclarer à la presse : « Le Fonds monétaire international est né. Ce résultat est l'inhabituelle parfaite démonstration faite au monde que 44 pays peuvent se rassembler pour aplanir leurs divergences et décider de la façon dont ils vont travailler ensemble pour régler les problèmes monétaires de l'après-guerre. » Une légende est née. ■ CHRISTIAN CHAVAGNEUX

DOCUMENT N°2 : Après le GATT, l'OMC



## Zoom

### L'Organisation mondiale du commerce

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est l'institution internationale qui régit le commerce entre les nations depuis 1995. Héritière du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), créé en 1947, elle constitue le principal forum de négociation marchande multilatérale et l'arbitre des différends commerciaux internationaux.

L'OMC a pour objectif principal de libéraliser les échanges en réduisant les obstacles au commerce international. Elle supervise l'application des accords, facilite les négociations entre ses membres et règle les litiges commerciaux par son mécanisme de résolution des désaccords. Basée à Genève, elle compte 166 membres représentant plus de 98% du commerce planétaire.

L'organisation fonctionne selon le principe du consensus et repose sur plusieurs traités fondamentaux : l'accord sur les marchandises (GATT) ; l'accord sur les services (AGCS) ; l'accord sur les droits de propriété intellectuelle (ADPIC). Chaque membre bénéficie du traitement de la nation la plus favorisée (NPF), garantissant une non-discrimination dans les relations commerciales.

#### L'adhésion controversée de la Chine

L'entrée de la Chine à l'OMC, en 2001, constitue un événement majeur et

controversé. Le pays a été admis alors qu'il ne remplissait pas les critères d'éligibilité d'une économie de marché, notamment en raison du rôle central de l'État dans son économie et de l'absence de transparence de certaines pratiques. Cette adhésion, fruit de quinze années de négociations, a profondément transformé le commerce mondial et reste débattue quant à ses conséquences sur l'équilibre des échanges internationaux.

#### Un organisme qui doit se réformer

L'OMC fait face à des critiques concernant son impact sur les pays en développement, l'environnement et les normes sociales. Certains lui reprochent de favoriser les intérêts des grandes puissances au détriment des nations les plus pauvres. Le blocage de son organe d'appel depuis 2019, dû au veto étasunien sur la nomination de nouveaux juges, a fragilisé son mécanisme de règlement des différends.

Les négociations multilatérales sont devenues particulièrement difficiles, comme en témoigne l'échec relatif du cycle de Doha lancé en 2001 qui a révélé des divergences profondes entre pays membres, notamment au sujet des échanges agricoles. Face à ces défis, l'OMC doit se réformer pour rester pertinente dans un contexte de tensions commerciales croissantes et de montée du protectionnisme.

Cahiers français